

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

La recherche sur les exportations non traditionnelles, pour une chaîne de valeur mondiale ou pour les avantages comparatifs nationaux/régionaux, a enregistré les changements fondamentaux de la composition des échanges Sud-Nord et cerné de nouvelles occasions pour élaborer des stratégies agroalimentaires. Les questions liées à la qualité et à la sécurité sanitaire des aliments représentent toutefois des problèmes importants pour leur accès aux marchés. La coopération internationale et les initiatives nationales, en vue de confronter les coûts de mise en conformité, deviennent décisives dans ce contexte. En outre, avec l'entrée de grands pays comme la Chine et le Brésil sur ces marchés, les risques « d'aggravation des problèmes » dus aux excédents de nombreux producteurs, doivent être minimisés par une meilleure coordination.

La découverte de nouveaux marchés d'exportation, ne résout pas toutefois la crise des exportations de produits tropicaux traditionnels, qui concernent des acteurs différents et beaucoup plus de personnes impliquées. Dans ce secteur de nombreuses stratégies marginales progressent rapidement mais sont insuffisantes pour orienter le secteur dans son ensemble.

Nous avons souligné l'importance du renforcement des flux commerciaux Sud-Sud dû à un dynamisme accru sur les marchés de produits, surtout dans le secteur du complexe protéique des animaux. En effet, les principaux pays en développement ont accéléré leur croissance et leur urbanisation. Ces flux sont concentrés dans quelques pays et sont associés à de plus grandes économies d'échelle qui ont des répercussions négatives sur les petites exploitations agricoles (au sein des pays exportateurs et par le biais de l'incidence des importations sur les systèmes nationaux d'approvisionnement d'autres pays en développement, surtout en Afrique).

La poussée actuelle des investissements consacrés aux biocarburants confirmera certainement ces tendances, tout en ouvrant des perspectives pour de nouvelles sources de revenus à l'exportation. Comme il ne s'agit encore que des premiers pas, il est essentiel que la participation des petits exploitants et le développement régional soient prévus dans ces programmes. L'initiative brésilienne des biocarburants, qui prévoit des contingents pour les petits exploitants, les régions et l'application aux entreprises du secteur de critères de certification tenant compte d'aspects sociaux, pourrait bien indiquer la voie à suivre.

Dans tous ces domaines, les questions liées à la qualité, à la sécurité sanitaire des aliments et aux considérations d'ordre logistique ont mis l'accent sur l'importance de la gestion agroalimentaire et de la coordination des systèmes d'approvisionnement, montrant ainsi que les avantages de compétitivité doivent maintenant accompagner les avantages comparatifs si l'on veut saisir de nouvelles possibilités de développement. Ces dernières années, une vision plus équilibrée de la participation du secteur public et du secteur privé s'est dessinée, tout comme une conscience accrue du rôle décisif des biens publics. Il semble désormais acquis que les agro-industries sont un élément clé des stratégies de développement compétitives, prenant en compte les questions sociales. Dans ce domaine toutefois, les initiatives alliant le

secteur public et le secteur privé (des infrastructures de base aux services visant à créer des conditions d'accès aux marchés égaux pour tous) seront fondamentales.

Références

- Athukorala, Prema-chandra & K. Sen. 1998. Processed food exports from developing countries: patterns and determinants. *Food Policy* 23(1): 41-54.
- FAO, *Challenges of agribusiness and agro-industry development*. COAG Report, Rome, 2007
- Gibbon, Peter and Stefano Ponte. 2005. *Trading Down: Africa, Value Chains and the Global Economy*. Temple University Press.
- Jaffee, S. & S. Hanson. 2004. Standards and agro-food exports from developing countries: rebalancing the debates. *World Bank Policy Research Working Paper* 3348, June.
- Regmi, A. & M. Gehlhar. 2005. Factors shaping global food markets. In: Regmi, A. & M. Gehlhar eds. *New directions in global food markets*. Agriculture Information Bulletin Number 794, USDA.
- Wilkinson, J. 2004. The Food Processing Industry, Globalization and Developing Countries, *eJADE, Vol 1 No 2, 2004* www.fao.org/es/esa/eJADE
- Wilkinson, J. 2007. *Opportunities for Creating Externalities in Agroindustry and Agrifood*, CEPAL, Santiago
- Wilkinson, J. & R. Rocha. 2006. *Agri-processing and developing countries*. Background paper for the WDR 2008.

Sites Web utiles

- Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement: www.cirad.fr
- Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural: www.rimisp.org
- Rural Agroindustries Development Project (PRODAR): <http://infoagro.net/prodar/about.cfm>
- Agribusiness and Agro-industries at FAO: www.fao.org/ag/ags/index_en.html

Agro-industries at UNIDO: www.unido.org/doc/5070

Crédits

Auteurs: John Wilkinson et Rudi Rocha¹

Groupe de soutien: Carlos A. da Silva, Gavin Wall, (FAO, Division des Infrastructures Rurales et des Agro-industries); Chakib Jenane, Mahendra Shah (Service des Agro-industries et de l'Appui Sectoriel / ONUDI)

¹ Respectivement Professeur et chercheur, CPDA/UFRRJ – Universidade Federal Rural do Rio de Janeiro (Brésil), Brazil, et en doctoral en économie auprès de Pontificia Universidade Católica do Rio de Janeiro (Brésil).



Agro-industries : tendances caractéristiques et impacts sur le développement

Les agro-industries occupent une place prédominante dans le secteur manufacturier (jusqu'à 50 pour cent dans les pays à faibles revenus). Leur contribution à l'ensemble du secteur manufacturier est de 61 pour cent dans les pays fortement agricoles, de 42 pour cent dans les pays en transition et de 37 pour cent dans les pays en développement urbanisés. Les agro-industries jouent également un rôle central dans la création d'emplois et se caractérisent par une forte présence de main d'oeuvre féminine. L'importance de plus en plus forte des produits agricoles transformés est une tendance à long terme que l'on relève aussi bien dans les échanges régionaux que nationaux. La part des produits agricoles finals dans les échanges agricoles mondiaux est passée de 27 pour cent en 1980-81 à 38 percent en 2000-01. Parallèlement, la part des denrées alimentaires transformées dans les exportations alimentaires totales a progressé pour toutes les catégories de pays en développement. On a enregistré une progression très nette dans les échanges Sud-Sud. La progression de l'urbanisation et la croissance démographique, dans le cadre de la croissance économique, a modifié les marchés nationaux des pays en développement qui sont devenus le principal moteur de croissance du système agroalimentaire mondial. L'ensemble de ces facteurs favorables sur les marchés intérieurs et d'exportation offre une occasion stratégique pour intégrer l'agriculture dans des systèmes dynamiques d'approvisionnement agro-industriels avec une forte incidence régionale et sur la situation de l'emploi. Toutefois, les problèmes liés à la qualité, à la sécurité sanitaire des aliments et à des considérations d'ordre logistique ont mis l'accent sur l'importance de la gestion agroindustrielle et de la coordination des systèmes d'approvisionnement, indiquant ainsi que les avantages de compétitivité doivent maintenant venir s'ajouter aux avantages comparatifs afin de pouvoir saisir de nouvelles occasions de développement. Il est de plus en plus largement admis que le secteur agroindustriel occupe une place fondamentale dans les stratégies de développement concurrentielles. Pour que cela se confirme, il est de la plus haute importance que le secteur public et le secteur privé participent à des initiatives conjointes, aussi bien pour les infrastructures de base que pour les services, ceci afin de créer des conditions d'accès aux marchés égaux pour tous.

INTRODUCTION

Par agro-industries, on entend ici, de manière large, les activités après récolte dont l'objet est de, conserver, préparer et transformer la production agricole, destinée à une consommation intermédiaire ou finale. Ce secteur occupe une place de plus en plus importante par rapport à l'agriculture et une position prédominante dans le secteur manufacturier lorsque dans les pays en développement la croissance s'accélère. Dans tous les pays en développement, la croissance démographique est de plus en plus un phénomène urbain, ce qui renforce le rôle intermédiaire des agro-industries entre la production alimentaire et la consommation finale. Bien que le volume des exportations de nombreux produits ait baissé, les exportations alimentaires «non traditionnelles» – notamment les fruits, les légumes et le poisson – et des composantes du complexe protéique des animaux sont devenues essentielles dans les pays en développement. Aussi bien sur le marché intérieur que pour les exportations, les agro-industries jouent un rôle clé dans la création de revenus et d'emplois de ces pays. En outre, elles peuvent favoriser une croissance décentralisée et l'implantation d'activités non agricoles en milieu rural.

CERNER LES AGRO-INDUSTRIES

Selon la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI) les agro-industries peuvent concerner i) la fabrication de denrées

alimentaires et de boissons ii) la fabrication de tabac; iii) la fabrication du papier et la transformation du bois; iv) la fabrication de textiles, chaussures et; v) la transformation du cuir; et vi) la fabrication de produits en caoutchouc. Le présent document porte sur tous ces sous-secteurs et étudie de manière globale la production des agro-industries et de leur valeur ajoutée, ainsi que la part qu'elles occupent dans le PIB et dans l'ensemble du secteur manufacturier. Les produits tirés du caoutchouc, du cuir, du papier et du bois ne seront pas étudiés ci-après alors que nous traiterons du tabac et des textiles de manière plus approfondie en relation avec la production/productivité, de l'emploi (notamment pour les problématiques hommes/femmes) et pour les échanges. La présente étude est toutefois principalement axée sur les produits alimentaires et les boissons.

CONSÉQUENCES SUR LE DÉVELOPPEMENT

On estime que la valeur ajoutée du secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB, selon les statistiques industrielles de l'ONU (2005), et les dernières années disponibles pour chaque pays est de 4,3 pour cent pour les pays à faible revenu (PFR) et de cinq pour cent pour les pays à revenu intermédiaire inférieur et pays à revenu intermédiaire supérieur (PRII et PRIS). Cela dit, compte tenu de l'importance du secteur informel ces chiffres sous-estiment fortement la situation réelle. Les industries agro-alimentaires représentent plus de 50 pour cent de la valeur ajoutée de l'ensemble du secteur

manufacturier des PFR, 36 pour cent des PRII et 32 pour cent des PRIS. Si l'on adopte la classification du Rapport sur le développement dans le monde (2008) de la Banque mondiale, le secteur agroalimentaire représenterait 61 pour cent de l'ensemble du secteur manufacturier dans les pays fortement agricoles, 42 pour cent dans les pays en transition et 37 pour cent dans les pays en développement urbanisés. Dans les agro-industries, la part des denrées alimentaires et des boissons atteint plus de 50 pour cent dans les PFR et dans les PRII et plus de 60 pour cent dans les PRIS. La viande, le poisson, les fruits, les légumes et les graisses, ainsi que les produits de boulangerie, les pâtes, le chocolat «et autres» représentent 70-75 pour cent de la valeur ajoutée des denrées alimentaires et des boissons (les céréales occupant une place importante dans les pays à faible revenus et les produits laitiers dans les pays à revenus élevés).

CRÉATION D'EMPLOIS

Les statistiques des pays développés indiquent que le secteur de transformation des produits alimentaires et des boissons occupe une place importante pour l'emploi à tous les stades du développement. Bien qu'il accuse une lente tendance à la baisse, il représente le plus grand nombre d'emplois dans le secteur manufacturier (13 pourcent) de l'UE-25 et se place en troisième position aux États-Unis (9 pour cent). Selon l'OIT, environ 60 pour cent des ouvriers du secteur des produits alimentaires et des boissons des pays en développement travaillent dans l'économie informelle. Si l'on ne tient compte que des pays pour lesquels ces données sont disponibles, l'OIT estime que 22 millions d'emplois sont fournis par le secteur formel des produits alimentaires et des boissons. Le secteur «non-traditionnel» (légumes, fruits et poissons), qui est actuellement le plus dynamique, pour les exportations des pays en développement. Il est aussi caractérisé par une forte présence féminine (jusqu'à 50-90 pour cent des personnes employées).

AGRO-INDUSTRIES ET ÉCHANGES

Au niveau mondial, les produits transformés représentent 80 pour cent des ventes de produits alimentaires et de boissons, dont 60 pour cent sont consommés dans les pays à revenus élevés. Les ventes au détail par habitant, de denrées emballées, dans les pays développés, sont quinze fois supérieures à celles des PFR mais elles progressent lentement (environ 2-3 pour cent par an). Dans les pays en développement, par contre la croissance de la consommation de denrées emballées est plus rapide : 7 pour cent dans les PRIS, 28 pour cent dans les PRII et 13 pour cent dans les PFR, chiffres qui se traduisent par la croissance rapide des investissements directs étrangers destinés aux denrées alimentaires et aux boissons dans ces pays. On prévoit qu'à l'avenir l'accroissement de la consommation de denrées alimentaires transformées aura principalement lieu dans les pays en développement. Le phénomène de l'urbanisation s'accompagne d'un changement de régime alimentaire, les céréales et les plantes racines étant abandonnées au profit de protéines d'origine animales et d'une consommation accrue de fruits et de légumes. Les pays en développement s'inscrivent aussi dans un mouvement de plus grande ampleur dans lequel le nombre des femmes est de plus en plus élevé dans

la population active et où l'on assiste à un vieillissement de la population. Le caractère transnational de la distribution favorise à la fois l'adoption d'aliments transformés et la consommation sur les marchés nationaux de « produits non traditionnels ».

Malgré des avantages comparatifs évidents, la part des pays en développement dans le commerce mondial des produits agricoles n'a pas progressé depuis les années 80. Cela dit la composition de ces échanges a radicalement changé. La prévalence de produits tropicaux traditionnels a cédé la place à des exportations « non traditionnelles » de fruits et légumes, de produits de la pêche et de boissons, destinées principalement aux pays développés. La forte croissance des grands pays en développement a toutefois conduit récemment à une forte poussée des exportations de produits agricoles du complexe protéique des animaux des pays en développement à revenu moyen, ce qui a conduit à une participation accrue aux flux Sud-Sud dans les échanges mondiaux. Parallèlement, les échanges Sud-Sud sont responsables de fortes importations dans les PFR ce qui mine leur capacité de construire leur propres agro-industries, dans ce sous-secteur. La crise des cultures tropicales traditionnelles, par ailleurs, a permis aussi l'apparition de créneaux pour des stratégies de qualité, comme le commerce équitable ou les produits biologiques.

La tendance des importations est fondamentale si l'on veut comprendre le commerce des produits alimentaires et des boissons. Les importations des pays en développement ont progressé rapidement dans les années 90 et un surplus des échanges d'environ 1 milliard de dollars au cours des années 70 s'est transformé en déficit de 11 milliards de dollars au cours des premières années du nouveau millénaire. Ainsi, la plupart des pays les moins avancés (PMA) sont devenus des importateurs nets, leurs importations représentant en moyenne un cinquième des importations totales, surtout des produits transformés. Dans les pays en développement qui ont enregistré une forte croissance du secteur agricole, une aussi forte croissance des importations n'a pas enregistré

L'importance croissante des produits agricoles transformés est une tendance à long terme que l'on relève dans les échanges interrégionaux et entre les pays. La part des produits agricoles finals dans les échanges mondiaux de produits agricoles est passée de 27 pour cent en 1980-81 à 38 pour cent en 2000-01. Parallèlement, la part des denrées alimentaires transformées dans l'ensemble des exportations agricoles a augmenté pour toutes les catégories de pays en développement, de 1991 à 2002. Pour les PRIS, on a enregistré un accroissement de 53 à 64 pour cent alors que pour les PRII la progression était de 54 pour cent à 62 pour cent. Les résultats des PFR étaient nettement inférieurs mais même dans ce cas on a relevé une progression de 36 à 39 pour cent. Par ailleurs, si l'on observe de plus près les données on constate que seulement quelques PRIS et PRII produisent l'essentiel des exportations mondiales de produits alimentaires transformés des pays en développement (Argentine, Brésil, Chili, Indonésie, Malaisie, Thaïlande et Turquie).

Encadré 1. Échanges et investissements étrangers directs

Malgré les avantages comparatifs naturels et du fait surtout des régimes commerciaux de protection et de droits de douane ayant des effets de distorsion sur les marchés des pays développés, les pays en développement occupent encore la même place sur le marché des échanges mondiaux de produits agricoles que dans les années 80. La composition des échanges a toutefois, radicalement changé, du fait de la stagnation du marché des produits traditionnels et de l'expansion de la demande de fruits, de légumes, de produits de la pêche et des boissons. Il convient aussi de mentionner la part croissante de produits transformés dans les échanges de produits agricoles et la progression des flux commerciaux Sud-Sud. De même il est important de relever la part réduite de denrées alimentaire transformées commercialisées par rapport à l'ensemble des ventes mondiales, ce qui traduit une forte orientation nationale de la consommation alimentaire, encourageant les investissements étrangers directs plutôt que les échanges.

LES AGRO-INDUSTRIES ET LES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT

Il a été souvent question dans les publications spécialisées, des agro-industries comme solution alternative et/ou complémentaire d'une stratégie de croissance orientée vers les exportations. Parallèlement, du fait de la croissance démographique des pays en développement et de l'urbanisation, le développement mondial des produits alimentaires préparés et transformés devrait être recentré sur les marchés nationaux. Le secteur des denrées alimentaires et des boissons, plus que tout autre, a tendance à établir la production près des centres de consommation. Les principales entreprises de produits alimentaires ne viennent qu'en deuxième position après les médias pour le ratio opérations internes et externes et ne sont dépassées que par le secteur des produits chimiques et pharmaceutiques pour le nombre de pays dans lesquels elles sont présentes. De même, le pourcentage de la production mondiale contrôlée par les entreprises transnationales est inférieur à celui de la plupart des autres secteurs manufacturiers. Alors que la contribution potentielle des agro-industries à la croissance pourrait être menacée par les importations, on assiste dans l'ensemble à l'implantation d'entreprises étrangères sur les marchés nationaux ou régionaux des pays en développement, par le biais des investissements étrangers directs. Cette situation a bénéficié du mouvement généralisé des réformes institutionnelles qui a déréglementé les marchés et garanti les investissements étrangers, comme cela a été mentionné dans d'autres documents présentés au cours de ce Forum.

La recherche actuelle, qu'elle mette l'accent sur les exportations ou sur les marchés internes, s'est accordée à reconnaître que les marchés traditionnels, tout comme les marchés au comptant ont été remplacés par diverses filières d'approvisionnement coordonnées. Les conditions logistiques et qualitatives requises par ces nouvelles filières d'approvisionnement font peser de lourdes contraintes sur la participation des acteurs traditionnels et des petites structures. De nombreuses recherches et initiatives politiques, par voie de conséquence, se sont employées à favoriser les relations entre les producteurs et les marchés.

L'IMPORTANCE DU SECTEUR INFORMEL

Le secteur informel représente une part importante de l'industrie agroalimentaire dans la plupart des pays en développement ; dans les PMA il arrive même qu'il représente la part principale des systèmes d'approvisionnement alimentaires, même dans les centres urbains. Il doit donc bénéficier de politiques d'incitation et non de dissuasion, surtout en matière de sécurité sanitaire des aliments.

Encadré 2. Importance des petites et moyennes entreprises (PME)

En dépit de la tendance à la concentration, le rôle des PME est resté crucial dans les systèmes alimentaires des pays développés et devrait être même recouvrir une importance majeure dans les pays en développement, compte tenu de l'importance des systèmes d'approvisionnement informels. Les PME sont majoritaires dans les activités traditionnelles du secteur agroalimentaire, auxquelles ne s'appliquent pas les effets d'échelles et les nouveaux critères de qualité. Les fournisseurs locaux sont avantagés lorsque le réseau routier laisse à désirer, dans des zones à faible densité démographique et lorsque les systèmes modernes de distribution n'ont pas encore été mis en place. On voit également l'apparition de PME dans les créneaux de nouveaux marchés qui requièrent innovation et esprit d'entreprise. Une externalisation accrue de la part des entreprises de distribution et de transformation des produits alimentaires offrent aussi des occasions aux petits fournisseurs, qui sont souvent intégrés dans les chaînes de valeur mondiales. De manière plus ambitieuse, les PME organisées en réseaux ou groupements, sur le modèle des districts industriels italiens, ont été retenues et encouragées dans nombre de pays en développement, souvent en tant que lien, dans les chaînes de valeur mondiales. Enfin les PME se développent dans la mesure où de nouveaux marchés recherchent les produits et les processus de production associés à l'agriculture familiale, comme les produits biologiques, le commerce équitable et les appellations d'origine.

Nous avons précédemment noté que les exportations traditionnelles font désormais l'objet de stratégies fondées sur des valeurs sociales et environnementales. De même, les valeurs liées aux caractères spécifiques des terroirs et des produits artisanaux ayant des caractéristiques de produits « d'origine » font maintenant l'objet de stratégies de développement rural, notamment à la lumière de la législation sur les dénominations d'origine figurant dans l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC).

Si dans le cadre des stratégies de développement le potentiel des agro-industries se concrétise, la création d'un environnement interne et externe compétitif doit s'accompagner de la promotion de mesures prises au plan institutionnel, organisationnel et pour la formation. Cela en vue de rendre les petits producteurs plus autonomes et pour leur assurer une évolution de transition viable vers le secteur informel de la production de denrées alimentaires et de services.